



JEAN VERHEYEN
SINCE 1919

CONDITIONS GÉNÉRALES

Events

J E A N V E R H E Y E N

Réf. CG EXP201805

Un contrat spécialement conçu pour assurer vos événements

Une expérience de haut niveau pour les événements locaux ou internationaux sur base d'une garantie « Tous Risques sauf », avec la possibilité d'inclure le transport en « clou à clou ». Nous couvrons les événements de nature professionnelle ou privée et d'une durée allant de quelques heures à plusieurs semaines. Notre service est joignable rapidement et vous offre un accompagnement sur-mesure adapté à vos besoins.

La S.A. Jean VERHEYEN est un souscripteur mandaté faisant partie du groupe AXA, spécialiste par excellence des produits haut de gamme. Verheyen représente les meilleures compagnies pour garantir à ses assurés une solidité d'engagements de premier ordre. L'approche familiale et personnalisée de la société Verheyen est reconnue à travers ses conseils et son expertise depuis 100 ans.

Jean Verheyen s.a.



J E A N V E R H E Y E N
SINCE 1919

Table des matières

1. Définitions	<i>p.4</i>
2. Objet du contrat d'assurance	<i>p.4</i>
3. Garanties et durée des risques	<i>p.4</i>
4. Inventaire des objets exposés	<i>p.5</i>
5. Clauses d'application générales	<i>p.5</i>
6. Exclusions	<i>p.7</i>
7. Sinistre	<i>p.8</i>
8. Franchise	<i>p.10</i>
9. Prime	<i>p.10</i>
10. Effet du contrat d'assurance - Durée- Tacite reconduction - Suspension – Résiliation	<i>p.11</i>
11. Transfert du contrat d'assurance	<i>p.12</i>
12. Solidarité des Assurés	<i>p.12</i>
13. Coassurance et apéritition	<i>p.12</i>
14. Non respect, par l'assuré, des ses obligations – Sanctions	<i>p.12</i>
15. Litiges	<i>p.13</i>
16. Protection de la vie privée	<i>p.13</i>
17. Prévalence	<i>p.18</i>
18. Licéité des clauses	<i>p.18</i>

CLAUSE 1 - DEFINITIONS

Pour l'application du présent contrat d'assurance, on entend par :

1.1. Assuré

La personne ayant un intérêt à la conservation des objets assurés, agissant tant pour son compte, que pour le compte à qui il appartienne, à l'exclusion des transporteurs pour compte de tiers et des dépositaires.

1.2. Clou à clou

La couverture des risques de transport et l'exposition des objets assurés, y compris les risques de chargement et de déchargement, de montage et de démontage.

1.3. Séjour

La couverture des objets assurés exclusivement pendant la durée de l'exposition, à l'exclusion des risques de transport, de chargement et de déchargement, de montage et de démontage.

1.4. Sinistre

Tout événement garanti par le présent contrat d'assurance ayant causé une perte ou un dommage aux objets assurés.

CLAUSE 2 - OBJET DU CONTRAT D'ASSURANCE

Le présent contrat d'assurance couvre tous les objets désignés aux conditions particulières ou déclarés à la compagnie par une liste valorisée remise aux assureurs avant la prise d'effet du contrat, appartenant et/ou confiés à **l'assuré** contre tous risques de détérioration, de destruction, d'incendie, d'explosion et vol prouvé.

CLAUSE 3 - GARANTIES ET DUREE DES RISQUES

3.1. Garantie TOUS RISQUES

Si indiqué aux Conditions Particulières, l'assurance est conclue contre la garantie TOUS RISQUES suivant article 8 de la Police d'Anvers sur Marchandises dd 20.04.2004 sans préjudice des exclusions précisées à la clause 6.

3.2. Garantie VOL

Si la présente garantie est mentionnée aux Conditions Particulières, le vol des objets assurés est garanti dans la mesure où les stipulations conventionnelles ci-après sont respectées :

Stipulations Conventionnelles Vol

Durant le transport :

1° Le risque de vol des objets assurés par effraction du véhicule, par agression, menace ou violence est garanti de 07.00 h. à 20.00 h. et de 20.00 h. à 07.00 h.

à condition que le véhicule satisfasse aux mesures de prévention qui suivent :

- a) portières fermées à clé, vitres relevées et toit fermé;
- b) coffre à bagages fermé à clé;

Les objets assurés doivent toujours être placés à l'abri des regards, dans le coffre à bagages dûment fermé à clé et complètement séparé de l'habitacle.

Si les objets assurés sont transportés dans un véhicule non muni d'une séparation complète de l'habitacle et du coffre à bagages ou de l'espace de chargement, l'**assuré** doit prendre toutes dispositions pour soustraire la marchandise aux regards, par tous moyens, voire par occultation complète des vitres latérales et arrière du véhicule assuré.

Lorsque les Conditions Particulières prévoient que le véhicule assuré doit être équipé d'un système anti-vol, celui-ci doit agir sur l'alimentation en carburant et sur le dispositif d'allumage et doit en outre être pourvu d'une alarme sonore.

L'**assuré** s'engage :

- à fournir spontanément aux assureurs, la preuve de l'installation du système anti-vol sur le véhicule assuré;
- à activer ce système anti-vol lorsque le véhicule est inoccupé, même pour un temps très limité;
- à autoriser les assureurs à vérifier à tout moment que, pendant toute la durée du contrat d'assurance, ledit système anti-vol a été en place, en bon état de fonctionnement, sur le véhicule assuré.

Pendant le séjour : uniquement le vol prouvé est couvert.

CLAUSE 4 - INVENTAIRE DES OBJETS EXPOSES

A la première demande des assureurs, l'**assuré** fournira un inventaire détaillé des objets exposés; cet inventaire exhaustif doit correspondre, en valeur entière à l'exclusion de tout premier risque, à l'ensemble des objets exposés et dont le montant total figure aux conditions particulières.

CLAUSE 5 - CLAUSES D'APPLICATION GENERALES

5.1 Clause foire et exposition

Les objets qui peuvent aisément être emportés c'est-à-dire dont ou la hauteur ou la largeur n'excède pas 30 cm, ne peuvent en aucun cas être abandonnés sur le stand durant les périodes de montage, démontage du stand ou de la foire ou de l'exposition, ainsi que durant les périodes de mise en place, chargement et déchargement; en outre, l'**assuré** est tenu d'exercer une surveillance permanente sur le matériel assuré, notamment durant les opérations de montage, démontage, mise en place, chargement et déchargement.

5.2 Clause de remplacement n° CF 201 du 27 mai 2004 de la Royale Association Belge des Assureurs Maritimes a.s.b.l.

L'**assuré** s'engage, lorsqu'une pièce de l'objet assuré sera perdue ou endommagée, à faire remplacer cette pièce ou à la réparer si les assureurs le demandent. Les frais de renvoi à l'usine, de réexpédition, de remplacement et de réparation sont à charge des assureurs. La perte de ou le dommage à une pièce de l'objet assuré ne peut créer un droit au délaissement, ni constituer la perte totale de cet objet assuré, sans préjudice du droit au délaissement pour perte ou détérioration s'élevant aux trois quarts de la valeur.

La présente assurance est, en tout cas, souscrite "franc de délaissement" pour tout objet radioactif, même si celui-ci est devenu radioactif après la mise en risque.

5.3 Indemnisation des pertes et dommages occasionnés aux objets usagés

L'indemnisation des coûts des pièces de remplacement, lorsque ces coûts sont à charge des assureurs en vertu des conditions et exclusions du présent contrat, fera l'objet de l'application d'une déduction du "vieux au neuf" selon avis d'expert; à défaut, la déduction du "vieux au neuf" sera appliquée en fonction du rapport existant entre la valeur assurée et la valeur à neuf de l'objet usagé (ou à défaut d'un objet similaire); toutefois, la déduction du "vieux au neuf" ne s'applique pas lorsque la pièce de remplacement n'augmente pas la valeur intrinsèque de l'objet usagé.

En cas de perte totale ou de dommages constitutifs de perte totale, l'intervention des assureurs est limitée à la valeur intrinsèque de l'objet usagé au moment du **sinistre**, sans toutefois excéder la valeur assurée.

Moyennant accord exprès et préalable des assureurs et surprime à convenir, la déduction du "vieux au neuf" précitée peut être abrogée.

5.4 Clause Procédé et utilisation

Sont exclus, les pertes et dommages occasionnés aux objets assurés lorsque ces pertes et dommages sont causés directement par un procédé de fabrication, de transformation, de traitement, ou de tout autre procédé quelconque; sont de même exclus, les pertes et dommages précités causés directement par des opérations de montage, de démontage et d'installation, ainsi que par l'utilisation, des objets assurés.

5.5 Clause dérangements mécaniques, électriques, électroniques

Sont exclus, les dérangements d'ordre mécanique et/ou électrique et/ou électronique, sauf s'ils sont causés par un péril garanti.

5.6 Clause Rouille - Oxydation - Décoloration

Sont exclus, les griffures et égratignures, ainsi que la rouille, l'oxydation et la décoloration des objets assurés non emballés ou non spécifiquement protégés contre ces risques.

5.7 Clause ensemble

Au cas où les objets assurés forment une paire, un ensemble, une collection ou une série, l'intervention des assureurs sera limitée à la valeur individuelle des objets perdus ou endommagés, c'est-à-dire sans dépasser la valeur proportionnelle des objets perdus ou endommagés de la paire, l'ensemble, la collection ou la série.

5.8 Clause exclusion attaques cybernétiques N° CF001 de la Royale Association Belge des Assureurs Maritimes a.s.b.l. du 27 novembre 2003

1. Sans préjudice du point 2 ci-dessous, la présente assurance ne couvre en aucun cas les pertes, dommages, responsabilités ou frais, directement ou indirectement causés, entièrement et/ou partiellement, par - ou survenant à la suite de l'utilisation ou la mise en action, de manière nuisible, de tout ordinateur, système informatique, programme informatique, code malveillant, virus ou processus informatique ou de tout autre système électronique.

2. Lorsque la présente clause est jointe à des polices d'assurance qui couvrent les risques de guerre, guerre civile, révolution, rébellion, insurrection ou lutte civile en résultant, ou tout acte hostile par, ou contre, une force belligérante, ou le terrorisme, ou tout acte de toute personne animée d'un mobile politique, le point 1 n'aura pas pour effet d'exclure les pertes (qui seraient sinon couvertes) survenant à la suite de l'utilisation de tout ordinateur, système informatique ou logiciel informatique ou de tout autre système électronique dans le système de lancement et/ou de guidage et/ou dans le mécanisme de mise à feu de toute arme ou de tout missile.

CLAUSE 6 - EXCLUSIONS

6.1 Sont dans tous les cas exclus de la garantie, les indemnités pour dommages, pertes et/ou préjudices causés par :

- un vice propre, usure, vétusté, défaut d'entretien des objets assurés;
- les dommages préexistants à la mise en risque;
- les changements de température et/ou du degré hygrométrique de l'air;
- les procédés de nettoyage, restauration ou réparation;
- les mites, vers, rongeurs ou autres parasites;
- les dérèglements d'ordre électrique et électronique résultant d'une erreur ou défaut de conception ou montage, d'une utilisation des appareils ou de toute autre cause de même que les griffes aux écrans;
- l'insuffisance de l'emballage eu égard à la nature des objets assurés et les modalités de transport;
- du retard, de la privation de jouissance, perte de bénéfice, perte de marché, différence de cours ou autres dommages indirects;
- des circonstances fortuites dues à des personnes telles que des représentants de la presse, de la radio, de la télévision ou du cinéma agissant dans le cours de leurs activités professionnelles ou culturelles;
- la réquisition, la détention, la confiscation par une autorité quelconque;
- un tremblement de terre ou autre catastrophe naturelle;
- une modification du noyau atomique, radioactivité, production de radiations ionisantes;
- les marchandises et choses assurées, aux personnes ou à d'autres choses, notamment par coulage, mauvais arrimage, heurt, collision ...
- dus au mauvais conditionnement du véhicule, de ses accessoires ou occasionnés par un chargement trop lourd;
- dont l'**assuré** ou ses préposés seraient les auteurs volontaires ou les complices.

6.2. Sauf convention contraire la présente assurance ne couvre en aucun cas les dommages matériels, les pertes et/ou les frais qui sont causés directement, indirectement, entièrement et/ou partiellement par ou qui proviennent de :

6.2.1. guerre, guerre civile, révolution, rébellion, insurrection ou lutte civile en résultant ou tout acte hostile par ou contre une force belligérante;

6.2.2. capture, saisie, arrêt, contrainte ou détention résultant de risques cités sous 6.2.1. et les conséquences de ceux-ci ou de toute tentative les concernant;

6.2.3. mines, torpilles, bombes abandonnées ou autres armes de guerre abandonnées;

6.2.4. autre risque de guerre défini dans la loi belge ou dans la Police d'assurance d'Anvers sur Marchandises dd 20.04.2004;

6.2.5. des grévistes, des émeutiers ou des personnes prenant part à des mouvements populaires, à des lock-out ou des luttes provenant de conflits de travail;

6.2.6. tout terroriste ou personne animée d'un mobile politique;

6.2.7. dépareillage;

6.2.8. l'emploi de « spotlights » ou autres sources de lumière par des photographes et/ou des opérateurs de télévision, de même que les autres dommages causés lors de manipulations pour des prises de vue de photographes et/ou opérateurs de télévision et/ou leurs collaborateurs;

6.3. Objets exclus

Sauf stipulations contraires reprises aux Conditions Particulières et surprime à convenir, sont exclues les indemnités pour pertes et/ou dommages occasionnés aux objets suivants :

6.3.1. matière, produits, objets et marchandises radioactifs;

6.3.2. métaux précieux, ouvrés ou non, monnayés ou non, bijoux, perles fines ou de culture, pierres précieuses, bijoux, médailles, fourrures, tapis d'orient et autres objets précieux; sauf si ces objets sont exposés dans une vitrine fermée à clé.

6.3.3. titres, coupons, espèces, chèques, billets à ordre et/ou au porteur, documents de toute espèce quelqu'en soit le support;

6.3.4. objets d'art, antiquités, pièces de collection ayant une valeur d'amateur;

6.3.5. animaux vivants; plantes vivantes;

6.3.6. objets ou marchandises dont le commerce est légalement interdit par les autorités douanières ou gouvernementales

6.3.7. les objets personnels

CLAUSE 7 - SINISTRE

7.1. Obligations de l'assuré en cas de sinistre

En cas de **sinistre**, l'**assuré** doit :

- a) aviser immédiatement les assureurs;
- b) présenter aux assureurs un dossier complet comprenant notamment une déclaration circonstanciée des faits ainsi que toute pièce justificative utile;
- c) suivre les instructions éventuelles des assureurs;
- d) en cas de **sinistre** tombant sous la garantie vol, déposer plainte immédiatement auprès de l'autorité compétente;
- e) conserver le recours contre tous tiers éventuellement responsables et agir au surplus comme s'il n'était pas assuré;

- f) prendre toutes les mesures utiles pour limiter les pertes et dommages et pour sauvegarder les objets assurés;

7.2. Gestion du sinistre

Les assureurs se réservent la faculté d'intervenir en lieu et place de l'**assuré** pour traiter avec les tiers.

Toute citation, assignation et généralement tout acte judiciaire ou extrajudiciaire quelconque relatif à un **sinistre** garanti doit être transmis aux assureurs dans les deux jours ouvrables de sa signification à l'**assuré**.

En cas d'action judiciaire intentée contre l'**assuré** et susceptible de faire intervenir la garantie du présent contrat d'assurance, les assureurs, sans pouvoir y être contraints, peuvent décider de diriger ou de suivre le procès au nom de l'**assuré**. Les assureurs prennent en charge l'indemnité résultant d'une décision finale de justice, intérêts et frais compris, sans préjudice des conditions du contrat d'assurance et sans dépasser la (les) valeur(s) assurée(s) figurant aux conditions particulières du présent contrat d'assurance. Les assureurs supportent, en outre, proportionnellement à leur intérêt, les honoraires et frais de l'avocat désigné par eux; ils ne supporteront en revanche, en aucun cas, les honoraires et frais de l'avocat désigné par l'**assuré**. L'**assuré** s'engage à interjeter appel et/ou à introduire un pourvoi en cassation, si les assureurs le lui demandent.

Dans toute action où les assureurs assument la défense de l'**assuré**, celui-ci peut s'adjoindre, à ses frais, l'avocat de son choix.

7.3. Evaluation du dommage et du sauvetage

Les objets assurés sont évalués, pour la fixation du dommage et du sauvetage, à leur valeur au moment du **sinistre**, sans toutefois dépasser leur valeur de remplacement et sans dépasser la valeur assurée.

Toutefois, les évaluations spécifiques suivantes sont d'application :

- a) les produits finis et vendus : à leur prix de revient.
- b) les plans et modèles (originaux et en exemplaire unique) : au coût de leur reconstitution matérielle à l'exclusion de tous frais de recherches et d'études;
- c) outillage : à la valeur de la facture d'achat sous déduction de :
 - 10 % de vétusté / an à partir du 13^e mois pour les objets électriques et électroniques,
 - 5 % de vétusté / an à partir du 13^e mois pour les objets mécaniques.

7.4. Expertise

Le montant des pertes et dommages des objets assurés sera, à la demande des assureurs, établi par voie d'expertise.

Si les pertes et dommages ne sont pas estimés de gré à gré, ils le seront par deux experts. En cas de désaccord, ceux-ci s'adjoindront un troisième expert, avec lequel ils opéreront en commun et à la majorité des avis de ces experts.

Faute, par l'une des parties, de nommer son expert ou faute aux deux experts de s'entendre sur le choix du troisième, la nomination en sera faite par le Président du Tribunal de Première Instance du lieu où le contrat d'assurance a été émis, à la requête de la partie la plus diligente. Faute par l'un des experts de remplir sa mission, il sera, de la même façon, pourvu à son remplacement. Les experts sont dispensés de toutes formalités judiciaires.

Chacune des parties supporte les frais d'expertise qui lui sont propres. Les frais d'intervention du troisième expert et de l'expertise judiciaire éventuelle, sont supportés à parts égales par les parties.

Toute expertise ou constatation contradictoire des pertes et dommages de même que, les mesures de sauvetage ou de sauvegarde des objets sinistrés, sont effectuées sans aucune reconnaissance préjudiciable dans le chef des assureurs.

7.5. Subrogation

Les assureurs sont, après paiement de l'indemnité, subrogés de plein droit dans les droits et actions de l'**assuré** contre tous tiers ou co-contractants, conformément aux dispositions de l'article 22 de la loi du 11 juin 1874; l'**assuré** s'engage à confirmer cette subrogation par acte spécial à la première demande des assureurs.

7.6. Prescription

Toutes actions en paiement d'indemnités seront prescrites après un délai de 3 ans à compter de la date de la survenance du **sinistre** qui donne ouverture au délai de prescription.

Toutes actions récursoires des assureurs contre l'**assuré** seront prescrites après un délai 3 ans à compter du jour du paiement de l'indemnité par les assureurs. En cas de fraude, la prescription de droit commun de l'article 2262 du Code Civil belge est applicable.

CLAUSE 8 - FRANCHISE

Le montant de l'indemnité recevable selon les termes, conditions et exclusions du présent contrat d'assurance, se règle sous déduction d'une franchise de base par **sinistre** ou série de **sinistres** provenant d'une seule et même cause telle que précisée aux conditions particulières du présent contrat d'assurance.

CLAUSE 9 - PRIME

9.1. Quérabilité de la prime

Toute prime et ses accessoires sont quérables et payables au comptant, aux termes fixés dans les conditions particulières du présent contrat d'assurance.

9.2. Impôts, taxes, frais (accessoires de la prime)

Les impôts, taxes et frais sont encaissés simultanément avec la prime; leur non paiement a les mêmes conséquences que celles du non paiement de la prime. Tous impôts, taxes et frais actuels et futurs, applicables au présent contrat d'assurance, sont à charge de l'**assuré**.

9.3. Modifications en cours de contrat - régularisation de la prime

L'**assuré** s'engage à communiquer immédiatement aux assureurs toute modification de risque intervenue au cours du contrat d'assurance.

CLAUSE 10 - EFFET DU CONTRAT D'ASSURANCE - DUREE - TACITE RECONDUCTION - SUSPENSION - RESILIATION

10.1. Effet

Sauf convention contraire, la garantie prend cours à la date d'effet précisée aux conditions particulières du présent contrat d'assurance, pour autant que la prime et ses accessoires soient payés avant la prise d'effet du présent contrat.

10.2. Durée - tacite reconduction

La durée du contrat est spécifiée dans les conditions particulières.

Si le contrat d'assurance est conclu pour une période d'un an ; il sera reconduit tacitement à la fin de chaque année d'assurance, d'année en année pour la même période que la période initiale, à moins qu'il ne soit résilié par l'une des parties, par lettre recommandée à la poste, trois mois au moins avant la date d'échéance de la période en cours.

10.3. Suspension ou résiliation pour défaut de paiement de la prime

En cas de défaut de paiement de la prime, les assureurs peuvent suspendre la garantie du contrat d'assurance ou résilier celui-ci, à condition que l'**assuré** ait été mis en demeure, soit par exploit d'huissier, soit par lettre recommandée à la poste. La suspension ou la résiliation prend effet à l'expiration d'un délai de 15 jours à compter du lendemain de la signification ou du dépôt de la lettre recommandée à la poste, le cachet de la poste faisant foi.

Lorsque les assureurs ont suspendu la garantie, ils peuvent ensuite résilier le contrat d'assurance s'ils s'en sont réservé la faculté dans la mise en demeure visée à l'alinéa précité ; dans ce cas, la résiliation prend effet au plus tôt à l'expiration d'un délai de 15 jours à compter du premier jour de la suspension.

Si les assureurs ne se sont pas réservés cette faculté, la résiliation intervient après nouvelle mise en demeure conformément aux dispositions qui précèdent.

La suspension de la garantie ne porte pas atteinte aux droits des assureurs de réclamer les primes venant ultérieurement à terme à condition que l'**assuré** ait été mis en demeure comme précité. Le droit des assureurs est toutefois limité aux primes afférentes à deux années consécutives.

Le paiement par l'**assuré** des primes échues, augmentées des frais et, s'il y a lieu, des intérêts spécifiés dans la dernière sommation ou par décision judiciaire, met fin à la suspension de la garantie dès le lendemain de la réception du paiement intégral précité par les assureurs.

10.4. Résiliation après sinistre

Les assureurs se réservent, en outre, la faculté de résilier le contrat d'assurance par lettre recommandée à la poste, après la survenance d'un **sinistre** et ce au plus tard dans les 30 jours calendrier qui suivent le paiement ou le refus de paiement de l'indemnité. La résiliation prend effet après expiration d'un délai de 30 jours calendrier à compter du lendemain du dépôt à la poste de la lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi.

10.5. Augmentation de la prime

Si les assureurs augmentent la prime, sans aucune modification du risque, ils auront en tout temps le droit :

- d'appliquer à l'**assuré** la nouvelle prime;
- de réclamer à l'**assuré** le complément de prime dû pour la période restant à garantir jusqu'à la prochaine échéance.

Notification de l'augmentation sera faite à l'**assuré** par pli recommandé à la poste. L'**assuré** pourra, dans un délai de trente jours à compter de la date de la réception du pli recommandé, résilier le contrat d'assurance par lettre recommandée à la poste adressée aux assureurs; une copie de cette lettre est adressée au courtier négociateur. La résiliation prend effet après expiration d'un délai de 30 jours calendrier à compter du lendemain du jour du dépôt à la poste de la lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi. Si l'**assuré** fait usage de ce droit, ristourne lui sera faite de la partie de prime non absorbée par les risques non encourus et/ou par les **sinistres** réglés et réservés. Ce délai écoulé, la nouvelle prime ainsi que le complément de prime seront considérés comme agréés entre les parties et les présentes dispositions seront d'application et leur seront opposables.

Ne constitue pas une augmentation de prime, l'augmentation des accessoires de la prime : impôts, contributions, frais, taxes, droits additionnels.

CLAUSE 11 - TRANSFERT DU CONTRAT D'ASSURANCE

Le contrat d'assurance oblige non seulement les parties mais encore leurs héritiers, légataires, donataires, ayants droit. Il continue à courir malgré le changement de raison sociale, la faillite, la liquidation judiciaire, la déconfiture.

Si l'**assuré** fait apport de l'objet du risque en Société, fusionne ou conclut un contrat d'association, il est tenu d'imposer la continuation du contrat d'assurance au cessionnaire, associé, ayant droit.

En cas de décès de l'**assuré**, le contrat d'assurance continue de plein droit, les héritiers ou ayants cause étant solidairement et indivisiblement obligés à son exécution, mais ils n'en bénéficient qu'après avoir demandé et obtenu le transfert à leurs noms.

CLAUSE 12 - SOLIDARITE DES ASSURES

Lorsque le contrat d'assurance est conclu par plusieurs **assurés**, ils sont solidairement responsables des obligations qui en résultent.

CLAUSE 13 - COASSURANCE ET APERITION

13.1. Assureurs non solidaires

Il n'existe aucune solidarité entre les différents assureurs éventuels qui signent le présent contrat d'assurance, de sorte qu'un contrat d'assurance distinct est réputé être conclu séparément entre l'**assuré** et chaque assureur soussigné à concurrence de la part souscrite par chacun d'eux.

13.2. Apériteur

Sauf convention contraire, le premier assureur soussigné est réputé agir en qualité d'apériteur.

13.3. Mandat de l'apériteur

L'apériteur est réputé mandataire des co-assureurs du présent contrat d'assurance pour recevoir toutes les communications quelconques concernant ledit contrat. Les co-assureurs s'engagent, en outre, à suivre l'apériteur dans toutes ses décisions concernant le présent contrat d'assurance : gestion, interprétation, fixation des indemnités et règlement des **sinistres**.

Les polices, certificats ou autres documents de régularisation pourront être établis à 100% au nom de l'apériteur du présent contrat d'assurance.

Nonobstant le fait que les documents précités soient émis au nom du seul apériteur, chaque compagnie et/ou assureur, co-assureur, reste expressément engagé(e) à concurrence de la seule participation mentionnée dans le présent contrat d'assurance.

Les dispositions de la présente clause sont étendues à la signature des avenants, lesquels seront signés par l'apériteur : « par délégation de tous les co-assureurs », lesquels acceptent, expressément et sans aucune réserve, cette délégation de signature.

CLAUSE 14 - NON RESPECT, PAR L'ASSURE, DE SES OBLIGATIONS - SANCTIONS

Chaque fois que l'**assuré** ne respecte pas les obligations auxquelles il est tenu en vertu des dispositions du présent contrat d'assurance, les assureurs sont fondés à lui en réclamer compensation en proportion du préjudice subi par eux, sous réserve des éventuelles actions en justice qui pourraient être intentées contre l'**assuré** en cas d'intention frauduleuse de sa part.

CLAUSE 15 - LITIGES

Les litiges entre l'assureur et l'**assuré** sont jugés par un tribunal arbitral dont les deux premiers membres sont nommés par chacune des parties et le troisième par les arbitres ainsi nommés. Si l'une des parties néglige de désigner son arbitre dans un délai de 30 jours calendrier à compter de la notification arbitrale, ou en cas de désaccord entre les deux premiers arbitres concernant la désignation du troisième arbitre, la nomination de l'arbitre se fera, à la requête de la partie la plus diligente, par le Président du Tribunal de première instance du lieu où le contrat d'assurance a été émis.

Les litiges seront jugés au lieu où le contrat d'assurance a été émis.

Les parties se réservent la faculté d'appel auprès d'un second tribunal arbitral, siégeant en degré d'appel, pour autant que cette faculté ait été prévue dans le compromis d'arbitrage ou dans les documents en tenant lieu.

Néanmoins, les tribunaux ordinaires restent compétents pour les litiges afférents uniquement à l'encaissement des primes.

La loi belge est applicable au contrat et la langue choisie est celle du présent contrat d'assurance.

CLAUSE 16 - PROTECTION DE LA VIE PRIVEE

Responsable du traitement des données

Jean Verheyen, S.A. dont le siège social est établi Rue de la Limite 17 à 1210 Bruxelles, enregistrée à la Banque Carrefour des Entreprises sous le n° 0431.491.731 (ci-après dénommée « Jean Verheyen »).

Délégué à la protection des données

Le délégué à la protection des données de Jean Verheyen peut être contacté aux adresses suivantes :

par courrier postal: Jean Verheyen - Data Protection Officer
Rue de la Limite 17
1210 Bruxelles

par courrier électronique: privacy@verheyen.be

Finalités des traitements et destinataires des données

Les données à caractère personnel, communiquées par la personne concernée elle-même ou reçues légitimement par Jean Verheyen de la part des entreprises membres du groupe AXA, des entreprises en relation avec celles-ci, de l'employeur de la personne concernée ou de tiers, peuvent être traitées par Jean Verheyen pour les finalités suivantes :

- la gestion du fichier des personnes :
 - Il s'agit des traitements effectués pour établir et tenir à jour les bases de données – en particulier les données d'identification – relatives à toutes les personnes physiques ou morales qui sont en relation avec Jean Verheyen.
 - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution du contrat d'assurance ainsi que d'une obligation légale.
- la gestion du contrat d'assurance :
 - Il s'agit des traitements effectués en vue d'accepter ou refuser – de manière automatisée ou non – les risques préalablement à la conclusion du contrat d'assurance ou lors de remaniements ultérieurs de celui-ci ; de confectionner, mettre à jour et mettre fin au contrat d'assurance ; de recouvrer – de manière automatisée ou non – les primes impayées ; de gérer les sinistres et de régler les prestations d'assurance.
 - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution du contrat d'assurance ainsi que d'obligation légale.
- le service à la clientèle :
 - Il s'agit des traitements effectués dans le cadre des services digitaux fournis aux clients complémentirement au contrat d'assurance (par exemple le développement d'un espace client digital).
 - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution du contrat d'assurance et/ou de ces services digitaux complémentaires.
- la gestion de la relation entre Jean Verheyen et l'intermédiaire d'assurances :
 - Il s'agit des traitements effectués dans le cadre de la collaboration entre Jean Verheyen et l'intermédiaire d'assurances.
 - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de Jean Verheyen consistant en l'exécution des conventions entre Jean Verheyen et l'intermédiaire d'assurances.
- la détection, prévention et lutte contre la fraude :
 - Il s'agit de traitements effectués en vue de détecter, prévenir et lutter – de manière automatisée ou non – contre la fraude à l'assurance.
 - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de Jean Verheyen consistant dans la préservation de l'équilibre technique et financier du produit, de la branche ou de l'entreprise d'assurance elle-même.
- la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme :

- Il s'agit de traitements effectués en vue de prévenir, de détecter et de lutter – de manière automatisée ou non – contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.
- Ces traitements sont nécessaires à l'exécution d'une obligation légale à laquelle Jean Verheyen est soumise.
- la surveillance du portefeuille :
 - Il s'agit de traitements effectués en vue de contrôler et, le cas échéant, de restaurer – de manière automatisée ou non – l'équilibre technique et financier des portefeuilles d'assurances.
 - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de Jean Verheyen consistant dans la préservation ou la restauration de l'équilibre technique et financier du produit, de la branche ou de l'entreprise d'assurances elle-même.
- les études statistiques :
 - Il s'agit de traitements effectués par Jean Verheyen ou par un tiers en vue d'effectuer des études statistiques à finalités diverses telles que la sécurité routière, la prévention des accidents domestiques, la prévention des incendies, l'amélioration des processus de gestion de Jean Verheyen, l'acceptation des risques et la tarification.
 - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de Jean Verheyen consistant dans l'engagement sociétal, dans la recherche d'efficacités et dans l'amélioration de la connaissance de ses métiers.

Dans la mesure où la communication des données à caractère personnel est nécessaire pour permettre de réaliser les finalités énumérées ci-dessus, les données à caractère personnel peuvent être communiquées à d'autres entreprises membres du Groupe AXA, à des entreprises et/ou à des personnes en relation avec celles-ci (avocats, experts, médecins conseils, réassureurs, coassureurs, intermédiaires d'assurances, prestataires de services, autres entreprises d'assurances, représentants, bureau de suivi de la tarification, bureaux de règlement de sinistres, Datassur).

Ces données peuvent également être communiquées aux autorités de contrôle, aux services publics compétents ainsi qu'à tout autre organisme public ou privé avec lequel Jean Verheyen peut être amenée à échanger des données à caractère personnel conformément à la législation applicable.

Traitement des données à des fins de marketing direct

Les données à caractère personnel, communiquées par la personne concernée elle-même ou reçues légitimement par Jean Verheyen de la part des entreprises membres du groupe AXA, des entreprises en relation avec celles-ci ou de tiers, peuvent être traitées par Jean Verheyen à des fins de marketing direct (actions commerciales, publicités personnalisées, profilage, couplage de données, notoriété, ...), en vue d'améliorer sa connaissance de ses clients et prospects, d'informer ces derniers à propos de ses activités, produits et services, et de leur adresser des offres commerciales.

En vue d'offrir les services les plus appropriés en relation avec le marketing direct, ces données à caractère personnel peuvent être communiquées à des entreprises et/ou à des personnes intervenant en qualité de sous-traitants ou de prestataires de service au bénéfice de Jean Verheyen ou de l'intermédiaire d'assurances.

Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de Jean Verheyen consistant dans le développement de son activité économique. Le cas échéant, ces traitements peuvent être fondés sur le consentement de la personne concernée.

Transfert des données hors de l'Union Européenne

En cas de transferts de données à caractère personnel à des tiers situés en dehors de l'Union Européenne, Jean Verheyen se conforme aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière de tels transferts. Elle assure, notamment, un niveau de protection adéquat aux données à caractère personnel ainsi transférées sur la base des mécanismes alternatifs mis en place par la Commission européenne, tels les clauses contractuelles standard, ou encore les règles d'entreprise contraignantes du Groupe AXA en cas de transferts intragroupe (Mon. B. 6/10/2014, p. 78547).

La personne concernée peut obtenir une copie des mesures mises en place par Jean Verheyen pour pouvoir transférer des données à caractère personnel hors de l'Union Européenne en envoyant sa demande à Jean Verheyen à l'adresse indiquée ci-dessous (paragraphe « Contacter Jean Verheyen »).

Conservation des données

Jean Verheyen conserve les données à caractère personnel collectées relatives au contrat d'assurance pendant toute la durée de la relation contractuelle ou de la gestion des dossiers sinistres, avec mise à jour de celles-ci chaque fois que les circonstances l'exigent, prolongée du délai légal de conservation ou du délai de prescription de manière à pouvoir faire face aux demandes ou aux éventuels recours qui seraient engagés après la fin de la relation contractuelle ou après la clôture du dossier sinistre.

Jean Verheyen conserve les données à caractère personnel relatives à des offres refusées ou auxquelles Jean Verheyen n'a pas donné suite jusqu'à cinq ans après l'émission de l'offre ou du refus de conclure.

Nécessité de fournir les données à caractère personnel

Les données à caractère personnel relatives à la personne concernée que Jean Verheyen demande de fournir sont nécessaires à la conclusion et à l'exécution du contrat d'assurance. Ne pas fournir ces données peut rendre impossible la conclusion ou la bonne exécution du contrat d'assurance.

Confidentialité

Jean Verheyen a pris toutes les mesures nécessaires afin de préserver la confidentialité des données à caractère personnel et afin de se prémunir contre tout accès non autorisé, toute mauvaise utilisation, modification ou suppression de celles-ci.

A cette fin, Jean Verheyen suit les standards de sécurité et de continuité de service et évalue régulièrement le niveau de sécurité de ses processus, systèmes et applications ainsi que ceux de ses partenaires.

Les droits de la personne concernée

La personne concernée a le droit :

- d'obtenir de Jean Verheyen la confirmation que des données à caractère personnel la concernant sont ou ne sont pas traitées et, lorsqu'elles le sont, d'accéder à ces données ;
- de faire rectifier et, le cas échéant, de faire compléter ses données à caractère personnel qui sont inexactes ou incomplètes ;
- de faire effacer ses données à caractère personnel dans certaines circonstances ;

- de faire limiter le traitement de ses données à caractère personnel dans certaines circonstances ;
- de s'opposer, pour des raisons tenant à sa situation particulière, à un traitement des données à caractère personnel fondé sur les intérêts légitimes de Jean Verheyen. Le responsable du traitement ne traite plus les données à caractère personnel, à moins qu'il ne démontre qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour le traitement qui prévalent sur les intérêts et les droits et libertés de la personne concernée ;
- de s'opposer au traitement de ses données à caractère personnel à des fins de marketing direct, y compris au profilage effectué à des fins de marketing direct ;
- de ne pas faire l'objet d'une décision fondée exclusivement sur un traitement automatisé, y compris le profilage, produisant des effets juridiques la concernant ou l'affectant de manière significative ; toutefois, si ce traitement automatisé est nécessaire à la conclusion ou à l'exécution d'un contrat, elle a le droit d'obtenir une intervention humaine de la part de Jean Verheyen, d'exprimer son point de vue et de contester la décision de Jean Verheyen;
- de recevoir ses données à caractère personnel qu'elle a fournies à Jean Verheyen, dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine ; de transmettre ces données à un autre responsable du traitement, lorsque (i) le traitement de ses données à caractère personnel est fondé sur son consentement ou pour les besoins de l'exécution d'un contrat et (ii) le traitement est effectué à l'aide de procédés automatisés ; et d'obtenir que ses données à caractère personnel soient transmises directement d'un responsable du traitement à un autre, lorsque cela est techniquement possible ;
- de retirer son consentement à tout moment, sans préjudice des traitements effectués de manière licite avant le retrait de celui, lorsque le traitement de ses données à caractère personnel est fondé sur son consentement ;

Contacter Jean Verheyen

La personne concernée peut contacter Jean Verheyen pour exercer ses droits par courrier postal daté et signé, accompagné d'une photocopie recto verso de la carte d'identité, adressé à : Jean Verheyen Data Protection Officer, Rue de la Limite 17 à 1210 Bruxelles.

Jean Verheyen traitera les demandes dans les délais prévus par la loi. Sauf demande manifestement infondée ou excessive, aucun paiement ne sera exigé pour le traitement de ses demandes.

Introduire une plainte

Si la personne concernée estime que Jean Verheyen ne respecte pas la réglementation en la matière, elle est invitée à contacter en priorité Jean Verheyen.

La personne concernée peut aussi introduire une réclamation auprès de l'Autorité de Protection des Données Personnelles à l'adresse suivante :

Rue de la Presse, 35
1000 Bruxelles
Tél. + 32 2 274 48 00
Fax. + 32 2 274 48 35
commission@privacycommission.be

La personne concernée peut également déposer une plainte auprès du tribunal de première instance de son domicile.

CLAUSE 17 - PREVALENCE

La garantie est accordée selon les dispositions des présentes "Conditions Générales" et des Conditions Particulières". Les "Conditions Particulières" prévalent sur les présentes "Conditions Générales".

CLAUSE 18 - LICEITE DES CLAUSES

Si l'une ou plusieurs clauses du présent contrat d'assurance étaient en infraction avec une quelconque disposition légale impérative, seules les clauses concernées seraient réputées nulles, sans affecter aucunement la validité du présent contrat d'assurance et des autres clauses qu'il renferme.

